

Souveraineté alimentaire mal interprétée : Paysans, paysannes, à vous de la porter

La révolte paysanne a donné espoir aux paysans et paysannes de notre pays. Une année après, l'augmentation revendiquée des prix aux producteurs et des emplois agricoles n'est pas encore palpable, la situation dans les fermes reste difficile. Cet espoir doit être maintenu car les changements institutionnels prennent beaucoup de temps. Nous avons montré qu'un autre chemin que la libéralisation de l'agriculture était possible et nous avons fait comprendre cet enjeu aux consommateurs. N'en déplaise à Monsieur Kohli, vice-directeur de l'OFAG, qui affirme qu'il est illusoire et dangereux de faire croire aux paysans que des alternatives au libre-échange sont possibles. Monsieur Kohli perçoit la souveraineté alimentaire «comme un instrument de blocage des échanges»! (Agri du 22 octobre)

La force d'Uniterre n'est pas de bloquer ou dénoncer, mais de proposer des solutions viables globalement et à long terme. A cette fin, nous nous basons sur l'engagement des paysans, appuyé par l'équivalent de seulement trois postes à temps plein, financés uniquement par les cotisations de nos membres. A titre de comparaison, l'USP bénéficie de 130 personnes avec un budget annuel de **8.5** millions de francs (hors secteur des prestations de service) pour une défense professionnelle qui ne profite pas assez aux familles paysanne qui la financent pourtant par des cotisations importantes : une exploitation moyenne de grandes cultures en plaine (30ha) consacre environ 700 à 800 CHF par an aux différentes organisations faïtières et 250 CHF aux chambres cantonales. Une exploitation laitière moyenne de 29 vaches, coulant annuellement 195'000 litres, cotise à la défense professionnelle à hauteur de 4700 CHF par an. Les chambres cantonales et les organisations faïtières reversent une partie de ces montants à l'USP. Vous, membres Uniterre, payez tous réunis environ 4 millions de CHF par an de cotisations à la défense professionnelle agricole! Uniterre doit en profiter pour donner plus de force à votre voix!

La notion de souveraineté alimentaire est encore mal interprétée. La définition par la Via Campesina est reconnue et ce n'est pas à l'OFAG, ni à Nestlé, ni aux partis politiques de la redéfinir! Ce n'est pas une coquille vide ni une mesure de protectionnisme, et n'est pas synonyme d'auto-provisionnement. La souveraineté alimentaire s'oppose à la priorité donnée à l'exportation basée sur un «prix mondial» qui est un leurre. Elle inclut notamment des prix agricoles liés aux coûts de production. Elle dépasse forcément les frontières de la Suisse puisqu'elle prend en compte l'effet de notre politique agricole sur les pays tiers, particulièrement les pays du sud victimes de nos exportations à bas prix. C'est un projet de société porté par les paysans et c'est pourquoi Uniterre estime que l'initiative populaire est le meilleur moyen pour en débattre avec la population.

Il faut continuer à informer les consommateurs sur le lien entre la politique agricole et l'alimentation, il faut continuer à être présent dans les médias, à faire savoir aux organisations faïtières que les pilules apportées par l'OFAG pour l'horizon 2014-2017 n'apportent qu'un effet placebo pour endormir les paysans et rassurer les industries, mais pas un traitement des causes de la crise actuelle. Paysans, paysannes, il faut continuer les mobilisations! Cette fois, il faudra crier plus fort d'une voix paysanne solidaire! Un groupe de travail s'y penche depuis quelques semaines déjà.